CONVENTION RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE PÉRIODE DE MISE EN SITUATION EN MILIEU PROFESSIONNEL N° E11 15 5060

Articles L.5135-1 et D.5135-1 et suivants du code du travail

cerfa N° 13912*03

L'ORGANISME PRESCRIPTEUR

Dénomination : LEPOLES IAE — Forme juridique : ASSOCIATION loi 1901

Adresse : 11, allée Saint-Exupery

Code postal : 92390 — Commune : Villeneuve-la-Garenne — ✆ 0147928867

S'agit-il d'un prescripteur conventionné ? ☑ Oui ☐ Non - Si oui, référence du conventionnement : E11 15 5060

Coordonnées de la structure conventionnant :

S'agit-il de la structure d'accompagnement ? ☑ Oui ☐ Non

LE BÉNÉFICIAIRE

M. ☑ Mme ☐ — Nom de naissance : EL HARIM — Prénom : Hajare

Nom d'usage : EL HARIM — RQTH : ☑ AAH : ☐ Autres TH : ☐

Né(e) le : 13/03/2002 à *(commune)* : Poissy — *(département / pays)* : Yvelines/ France

Nationalité : ☑ France ☐ Union européenne ou EEE ou Confédération suisse ☐ Autre

Si Autre : intitulé du titre de séjour : — N° du titre de séjour :

Date d'expiration : __/__/____

Adresse : 38 Rue de Migneaux

Complément d'adresse :

Code postal : 78300 — Commune : Poissy — Pays : France

✆ +0633659852798 — Courriel : hajare.elharim @ gmail.com

Personne à prévenir en cas d'urgence : Anouchi Fatima (mère) : 06.18.06.06.88

Situation du bénéficiaire avant l'entrée en période de mise en situation en milieu professionnel :

☐ Demandeur d'emploi suivi par Pôle emploi – N° DE :

☐ Jeune sans emploi suivi par la mission locale – Date inscription : __/__/____

☐ Demandeur d'emploi suivi par un organisme relevant du1°bis du L.5311-4 du code du travail – Date inscription : __/__/____

☑ Salarié d'une structure de l'IAE relevant du 2° du L.5311-4 du code du travail

☐ Salarié bénéficiant d'un contrat aidé — dept / année / n° d'ordre — avenant renouvellement — avenant modification

☐ Autre salarié en accompagnement social ou professionnel

☐ Autre, à préciser :

Si le bénéficiaire est un salarié :

Dénomination / Raison sociale de l'employeur : LEPOLES

Forme juridique : Association — N° SIRET : 43249771725000031

Adresse : 11, allée Saint-Exupéry

Code postal : 92390 — Commune : Villeneuve-la-Garenne — ✆ +01 47928867

Représenté par : Nom : CHERIFI — Prénom : Louisa — Fonction : Directrice

LA STRUCTURE D'ACCUEIL

Dénomination / Raison sociale : 45ZERO PROD — Forme juridique : Association

N° SIRET : 82112196900017 — Code APE : 5920Z

Adresse : 4 rue des Lièvres

Code postal : 57450 — Commune : Farébersviller — Pays : FRANCE

Activité principale : Evenementiel/ Audiovisiuel/ Communication

Convention collective ou accord de branche applicable : -

Personne responsable du bénéficiaire : Nom : Keita — Prénom : Sory — Fonction : Responsable

✆ +33663733232 — Courriel : fore.artistique.rue.2 @ gmail.com

LA STRUCTURE D'ACCOMPAGNEMENT

S'agit-il de l'organisme prescripteur ? ☑ Oui ☐ Non --------- SI OUI, NE COMPLÉTER QUE LA ZONE CONSEILLER RÉFÉRENT ----------

Dénomination : — Forme juridique :

Adresse :

Code postal : — Commune :

Conseiller référent : Nom : Danciu — Prénom : Delia

✆ +33659627650 — Courriel : delia.danciu @ lepoles.org

LA PÉRIODE DE MISE EN SITUATION EN MILIEU PROFESSIONNEL

La période est prévue du : 27/11/2023 au 22/12/2023 soit 140 heures.

Renouvellement ? ☐ Oui ☑ Non - Si oui, n° de la convention initiale : _____

Lieu d'exécution (si différent de l'adresse de la structure d'accueil) : _____

Objet de la période de mise en situation en milieu professionnel :

☐ Découvrir un métier ou un secteur d'activité ☑ Confirmer un projet professionnel ☐ Initier une démarche de recrutement

ACTIVITÉS CONFIÉES – CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE ET D'ÉVALUATION

Activités confiées et objectifs associés Détail des activités et conditions de mise en œuvre en annexe ☐

Organisation de la période dans la structure d'accueil

☑ Lundi :	de 9H	à 13H	et de 14H	à 17H	☑ Vendredi :	de 9H	à 13H	et de 14H	à 17H
☑ Mardi :	de 9H	à 13H	et de 14H	à 17H	☐ Samedi :	de	à	et de	à
☑ Mercredi :	de 9H	à 13H	et de 14H	à 17H	☐ Dimanche :	de	à	et de	à
☑ Jeudi :	de 9H	à 13H	et de 14H	à 17H	Observations :				

Mise à disposition d'équipement de protection individuelle : ☐ Oui ☑ Non. Si oui, préciser : _____

Présence d'autres mesures de prévention : ☐ Oui ☑ Non. Si oui, préciser : _____

Obligations des parties :

Le bénéficiaire s'engage à exercer les activités et tâches telles que définies dans la présente convention et à mettre en œuvre l'ensemble des actions lui permettant d'atteindre les objectifs d'insertion socioprofessionnelle attendus, et notamment :

- Respecter le règlement intérieur de la structure d'accueil et les consignes qui lui sont données et informer le conseiller référent de tout retard ou absence en fournissant les documents justificatifs requis ;
- Se conformer à l'ensemble des dispositions et mesures en matière d'hygiène et de sécurité applicables aux salariés dans la structure d'accueil, notamment en matière de port obligatoire des EPI et propres aux activités et tâches confiées ;
- Informer le conseiller référent de tout incident et/ou accident ;
- Informer le conseiller référent et/ou la personne responsable de son accueil et de son suivi des difficultés qu'il pourrait rencontrer dans la mise en œuvre de cette période ;
- Auto évaluer l'apport de la période de mise en situation en milieu professionnel dans la construction de son parcours d'insertion socioprofessionnelle.

La structure d'accueil s'engage à prendre l'ensemble des dispositions nécessaires en vue de permettre au bénéficiaire d'exercer les activités et tâches telles que définies dans la présente convention, à l'accompagner afin de lui permettre d'atteindre les objectifs d'insertion socioprofessionnelle attendus, et notamment à :

- Désigner une personne chargée d'accueillir, d'aider, d'informer, de guider et d'évaluer le bénéficiaire pendant la période de mise en situation en milieu professionnel ;
- Ne pas faire exécuter au bénéficiaire une tâche régulière correspondant à un poste de travail permanent, à un accroissement temporaire d'activité, à un emploi saisonnier ou au remplacement d'un salarié en cas d'absence ou de suspension de son contrat de travail ;
- S'assurer que la mise en situation en milieu professionnel respecte les règles applicables à ses salariés pour ce qui a trait aux durées quotidienne et hebdomadaire de présence, à la présence de nuit, au repos quotidien, hebdomadaire et aux jours fériés ;
- Etre couvert par une assurance Multirisque Professionnelle en cours de validité tant à l'encontre de tiers que sur des biens de la structure d'accueil. ;
- Mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires en vue de se conformer aux articles R.4141-3-1 et suivants du code du travail en matière d'information des salariés sur les règles d'hygiène et de sécurité applicables dans son établissement et fournir l'ensemble des EPI nécessaires ;
- **Prévenir dès connaissance des faits, et au plus tard dans les 24 heures, la structure d'accompagnement de tout accident survenant soit au cours ou sur le lieu de la mise en situation en milieu professionnel, soit au cours du trajet domicile-structure d'accueil** ;
- Donner accès aux moyens de transport et installations collectifs ;
- Libérer, à la demande de la structure d'accompagnement, le bénéficiaire chaque fois que cela s'avère nécessaire.

La structure d'accompagnement s'engage, en la personne du conseiller référent, à assurer la mise en œuvre de la période de mise en situation en milieu professionnel et notamment à :

- Assurer l'accompagnement dans la structure d'accueil du bénéficiaire au travers de visites et d'entretiens sous toute forme ;
- Intervenir, à la demande de la structure d'accueil et/ou du bénéficiaire pour régler toute difficulté pouvant survenir pendant la période de mise en situation en milieu professionnel ;
- Informer sans délai l'organisme prescripteur ou, si le bénéficiaire est salarié, l'employeur de ce dernier, de tout accident survenant au cours ou sur le lieu de la mise en situation en milieu professionnel ou de trajet qui lui serait signalé dans le cadre de cette période ;
- Réaliser le bilan / évaluation de la mise en situation réalisée, transmis, le cas échéant, à l'organisme prescripteur

L'organisme prescripteur s'engage, à :

- Analyser la pertinence de la période de mise en situation en milieu professionnel proposée et d'en définir des objectifs adaptés aux besoins, possibilités et capacités tant du bénéficiaire que de la structure d'accueil ;
- Procéder à la déclaration dans les 48 heures de tout accident de travail ou de trajet qui lui serait signalé auprès de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du lieu de résidence du bénéficiaire dès lors qu'il couvre le risque AT/MP.

Fait le : _____ à VILLENEUVE LA GARENNE

Le (la) bénéficiaire ou son représentant légal *(Signature)*	***L'employeur si le bénéficiaire est salarié*** *(Signature et cachet)*	***La structure d'accueil*** *(Signature et cachet)*	***L'organisme prescripteur*** *(Signature et cachet)*	***La structure d'accompagnement si différent de l'organisme prescripteur*** *(Signature et cachet)*

Destinataires : Exemplaire 1 : **ASP** / Exemplaire 2 : **Bénéficiaire ou représentant légal** / Exemplaire 3 : **Employeur**
Exemplaire 4 : **Structure d'accueil** / Exemplaire 5 : **Prescripteur** / Exemplaire 6 : **Structure d'accompagnement**

Transmis à l' ASP le : _____

NOTICE EXPLICATIVE

Ce cerfa doit être adressé en original à l'ASP pour les seuls bénéficiaires ayant le statut « Salarié bénéficiaire d'un contrat aidé ».

CADRE ORGANISME PRESCRIPTEUR

La prescription de période de mise en situation en milieu professionnel s'effectue sous la responsabilité d'un organisme prescripteur et au regard de l'intérêt d'une telle période par rapport au parcours d'accompagnement social ou professionnel mis en œuvre pour le bénéficiaire.

L'organisme prescripteur peut être l'une des structures spécifiquement désignées par l'article L. 5135-2 du code du travail ou avoir la qualité de prescripteur par voie de convention (5° du L5135-2 du code du travail). Dans ce cas, préciser quel organisme a conventionné le prescripteur (n° de conventionnement ainsi que coordonnées de la structure conventionnant).

Dans le cas où la structure d'accompagnement social ou professionnel est distincte de l'organisme prescripteur, celle-ci sera partie prenante à la convention et spécifiquement désignée dans la cadre « structure d'accompagnement ».

CADRE BENEFICIAIRE

Ressortissants de pays tiers hors Union Européenne ou EEE ou Confédération suisse : Les bénéficiaires ressortissants de pays tiers hors Union Européenne ou EEE ou Confédération suisse doivent être en situation régulière sur le territoire français et justifier soit d'une carte de résident, soit d'une carte portant la mention « vie privée ou familiale » ou « salarié » en cours de validité et couvrant l'intégralité de la période de mise en situation en milieu professionnel.

Travailleur reconnu TH : En présence d'un bénéficiaire ayant une reconnaissance de travailleur handicapé, cocher l'une des 3 cases (RQTH, AAH, Autres TH).

Situation avant l'entrée en période de mise en situation en milieu professionnel : Les périodes de mise en situation en milieu professionnel sont ouvertes à toute personne faisant l'objet d'un accompagnement social ou professionnel, que cette personne soit un travailleur privé ou non d'emploi ou un demandeur d'emploi. Le bénéficiaire de cette période conserve le statut dont il bénéficie avant cette période, notamment au regard de la couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Il convient de préciser la situation du bénéficiaire en fonction de la couverture AT/MP applicable au regard de son statut. « Autres » peut par exemple s'appliquer à des bénéficiaires du RSA, à un travailleur handicapé accueilli dans un ESAT ou à des jeunes en service civique.

Cas des bénéficiaires salariés : Les bénéficiaires salariés doivent préalablement à l'établissement de la convention de mise en situation en milieu professionnel avoir obtenu l'accord explicite de leur employeur qui est partie prenante à la convention, un exemplaire lui en étant remis.
Pour les bénéficiaires d'un contrat aidé (CUI, EAV), mentionner impérativement le n° de contrat et adresser l'original signé du présent cerfa à l'ASP.

CADRE STRUCTURE D'ACCUEIL

Forme juridique : Seules les personnes morales disposant d'un numéro de SIRET peuvent être structure d'accueil. La structure d'accueil doit satisfaire à l'ensemble des obligations de déclaration et de paiement en matières d'impôts et de cotisations sociales et ne pas avoir fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour des infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.5222-1, L5222-2, L.8231-1, L.8241-1 et L.8241-2 du code du travail.

Personne responsable de l'accueil : Il s'agit obligatoirement d'une personne physique, nommément désignée, chargée d'accueillir, d'aider, d'informer, de suivre et d'évaluer le bénéficiaire pendant toute la période de mise en situation en milieu professionnel. Elle doit notamment s'assurer que le bénéficiaire a reçu l'ensemble des informations relatives aux dispositions et consignes en matière d'hygiène et de sécurité.

CADRE STRUCTURE D'ACCOMPAGNEMENT

Désignation de la structure d'accompagnement : Il s'agit de l'organisme qui assure l'accompagnement social ou professionnel du bénéficiaire et donc la mise en œuvre de la période de mise en situation en milieu professionnel. Cette structure peut être distincte de l'organisme prescripteur. Dans ce cas, elle doit être précisément désignée.

Conseiller référent : Le conseiller référent est une personne physique, nommément désignée, chargée d'assurer l'accompagnement du bénéficiaire pendant toute la durée de la période de mise en situation en milieu professionnel. Il est le contact privilégié de la structure d'accueil, veille au bon déroulement de la période et est garant de la mise en œuvre des évaluations en fin de période.

CADRE PERIODE DE MISE EN SITUATION EN MILIEU PROFESSIONNEL

Période : La convention peut être conclue pour une durée d'un mois au plus, cette durée s'entendant de date à date, y compris, en cas de présence discontinue du bénéficiaire dans la structure d'accueil. On entend par présence discontinue, les périodes où le bénéficiaire n'est pas présent dans la structure d'accueil chaque jour ouvré. Préciser le 1er jour de début de période ainsi que le dernier jour. La période de mise en situation en milieu professionnel pouvant être renouvelée au sein d'une même structure d'accueil, préciser s'il s'agit d'un renouvellement ou non. En cas de renouvellement, préciser le numéro de la convention initiale pour un suivi de la durée totale de la période au sein de la même structure d'accueil, qui ne pourra dépasser, toutes périodes et renouvellements confondus, 60 jours sur 12 mois consécutifs.

Objet de la période de mise en situation en milieu professionnel: Cocher l'un des 3 objets prévus par l'article L.5135-1.

Activités confiées - Conditions de mise en œuvre et d'évaluation : Préciser les éléments clefs de la période, son contexte, les tâches confiées, les objectifs assignés au bénéficiaire et à la structure d'accueil qui encadrent de façon la plus précise la mise en situation en milieu professionnel et en permettront son évaluation. Il est possible de détailler ces éléments dans une annexe qui fera partie de la convention.

Calendrier : Préciser les jours et horaires pendant lesquels se déroule la période de mise en situation en milieu professionnel. Les règles de présence applicables au bénéficiaire sont identiques à celles applicables aux salariés de la structure d'accueil, la période devant être exécutée dans les conditions normales existant dans la structure d'accueil afin d'avoir une appréciation réelle et contextualisée. Il est ainsi possible que la période puisse se dérouler un dimanche, un jour férié ou sur des horaires atypiques.

Mesures de prévention en matière d'hygiène et de sécurité : La structure d'accueil précise les éventuelles mesures de prévention mise en œuvre et met à disposition, le cas échéant, les équipements de protection individuelle nécessaires.